

Intellectuels et cadres de l'islam : situation et perspectives de formation

L'intérêt croissant d'une partie des populations d'origine musulmane européenne pour leur foi, ainsi que l'institutionnalisation croissante de cette religion rendent particulièrement importante la question de la constitution de cadres intellectuels formés.

Ce besoin est ressenti depuis pas mal d'années par les musulmans. Il est souhaité par les instances politiques et par la population non musulmane en attente d'interlocuteurs et de paroles pertinentes. Ce besoin devient de plus en plus criant car il apparaît que les dynamiques « naturelles » ne parviennent pas à pallier à toutes les attentes.

La situation

La situation n'est pas seulement belge. Un inventaire réalisé à l'échelle européenne montre que dans tous les divers pays européens on tente de mettre en place des solutions ⁽¹⁾. Partout des musulmans ont pris l'initiative de créer des instances de formation à titre privée. Partout elles sont plus ou moins bien organisées, valables et adaptées. C'est ainsi qu'en Belgique au moins quatre lieux se sont donnés comme objectif de créer des formations supérieures. Certaines de celles-ci sont fréquentées par un nombre relativement considérable de personnes, même si les abandons en cours de route sont nombreux. Dans certains pays européens, comme au Royaume Uni, des accords sont pris avec des instances universitaires. Dans d'autres pays, des universités ont pris l'initiative, financée éventuellement par les pouvoirs publics de créer des cycles de formation universitaire en théologie islamique.

Les besoins auxquels la formation de ces cadres doit répondre sont divers. Ils ont en commun la nécessité d'une formation capable de répondre par ses contenus et ses démarches intellectuelles à la réalité des sociétés européennes dans lesquelles les musulmans vivent. Le langage médiatique et politique a utilisé le raccourci inadapté de « formation des imams ». C'est plus large que cela.

D'une part, il y a la formation de personnes qui se destineraient à exercer la fonction d'imam de mosquée. Elle implique une formation théologique voire juridique poussée, une grande capacité à guider la communauté par la prédication et par ce que Max Weber, appelait en général, la « cure d'âmes ». D'autre part - et en Belgique la situation est particulièrement relevante- l'introduction des cours de religion islamique dans l'enseignement officiel primaire et secondaire, nécessite des enseignants ayant une bonne connaissance de leur religion, mais également formés en pédagogie et autres domaines des sciences humaines. Dans les mêmes fonctions institutionnelles il existe aussi celles exercées par des aumôniers d'hôpital, de prison ou de l'armée. Il existe aussi une intense activité associative musulmane au sein de laquelle des demandes de formation peuvent certainement surgir.

Mais plus largement, au-delà de ces fonctions pratiques à exercer, la grande urgence, qu'une réflexion sociologique sur la réalité de l'islam européen montre à l'évidence ⁽²⁾, est celle de la constitution d'une élite intellectuelle, capable d'une

¹ CISMOC (UCL), *Offre de formation en sciences islamiques*, rapport non publié, mars 2006, 106 p. (recherche réalisée pour le cabinet de la Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique de la Communauté française et la Fondation Roi Baudouin)

² Dassetto F., "Leaders and Leaderships in Islam and Transplanted Islam in Europe", in E. Helander (ed), *Religion and Social Transitions*, Helsinki, Department of Practical Theology, 1999: 87-103. Sur la formation des cadres voir le bilan de B. Maréchal, "Modalities of Islamic education", in B. Marechal, S. Allievi, Dassetto F., J. Nielsen., *Muslims in enlarged Europe. Religion and Society.*, Leiden, Brill, 2003 : 5-77

production intellectuelle autonome et originale, à partir du vécu des musulmans européens et en dialogue avec la réalité des sociétés européennes et de leurs fondements culturels et philosophiques. Pouvant également par leur curriculum de formation, par leur vécu cognitif partagé, constituer non seulement un ensemble hétéroclite de leaders, mais un leadership disposant de référentiels commun et dont une partie est en condition d'assurer une certaine orientation à la communauté dans son ensemble. En effet les leaders « locaux » sont nombreux, mais peu sont en condition de disposer d'une vue générale et de se situer au-delà d'intérêts particuliers.

Cette situation du leadership n'est pas spécifique à la population musulmane issue des migrations, mais est commune à toutes migrations, qui sont le plus souvent le résultat d'un déplacement d'individus sans leaders structurés. Cette situation avait déjà été mise en évidence par W.I.Thomas, le sociologue de Chicago qui, dans les années 1920 avaient étudié les migrants polonais aux Etats-Unis. La situation devient critique dans le cas de l'islam car, s'agissant d'un système de pensée, la théorisation –et donc le besoin d'intellectuels- devient une exigence majeure et s'agissant d'une réalité nouvelle en Europe le fossé à combler se répercute également dans les générations suivantes car aucune structure n'est prête pour répondre aux attentes.

Le défi intellectuel

Le contexte européen – séculier, pluriel, forgé par le devenir spécifique de la rationalité- pose en effet à l'islam des questions majeures concernant la vision du monde, la doctrine, la norme. Or, au sein d'un système de pensée aussi élaboré et chargé d'histoire – comme c'est le cas de toute grande religion et système de pensée- qu'est l'islam, la question de l'élaboration intellectuelle joue un rôle majeur.

Le grand effort pratique des musulmans – appuyé par l'Etat – d'organiser leur religion, concrétisé par le nombre de salles de prière, par les acquis institutionnels et par les initiatives associatives n'est pas allé de pair, pour toute sorte de raisons avec un résultat tout aussi efficace en terme de formation intellectuelle. Pour le dire en une phrase : les musulmans européens ont fort et efficacement organisé leur religion, mais l'ont proportionnellement peu pensée. Et l'importation de systèmes de pensée des pays musulmans – quels qu'ils soient – se révèle souvent contre productive et parfois néfaste. Les raisons de ce retard relatif sont nombreuses. Elles sont certainement dues à l'histoire même de l'implantation de l'islam en Belgique à travers une immigration majoritaire de travailleurs manuels. Elles sont dues à la nécessité de répondre jour après jours aux besoins les plus urgents ou faire face à une actualité parfois dramatique. Elles sont dues aux tiraillements nationaux, idéologiques, individuels au sein de la communauté. Elles sont dues aussi au bouleversement en général de la constitution des cadres dans l'islam, mis en évidence par de nombreuses recherches et aux volontés d'influences, parfois contradictoires, des pays musulmans.

Il est probable que le devenir harmonieux de l'islam européen se jouera dorénavant moins sur les développements institutionnels et organisationnels – sur lesquels misent les musulmans et par lesquels parfois les autorités politiques espèrent garantir l'encadrement des populations musulmanes – que sur les développements du potentiel et des dynamiques intellectuelles. Et il est probable également, qu'alors que l'attention d'une partie des intellectuels musulmans porte sur les aspects normatifs (le licite et l'interdit, les obligations), la question majeure sera celle du sens général et du mode de son élaboration par rapport aux textes et aux sources fondatrices. En rester à la dimension normative, sans poser la question du sens et sans poser celle de l'interprétation, amènera probablement les musulmans à développer une casuistique compliquée.

Il est clair que la responsabilité de cela est aux mains des musulmans. Ils ont répondu avec volonté par des initiatives diverses. Elles sont nombreuses, éparpillés, en

compétition – comme souvent dans le cas de l’implantation de l’islam – et seulement partiellement à même de répondre aux attentes et aux besoins.

A l’horizon : faculté et lieux de formation supérieurs

De plusieurs côtés est avancée l’idée de la création d’une faculté de théologie musulmane ou d’un institut d’études supérieures. A terme ce sera certainement une issue, entre autre choses. En Belgique, la faculté de théologie protestante sert parfois de modèle. A juste titre, mais seulement en partie. Car d’une part cette future faculté musulmane devra répondre à des besoins bien plus grands ne fût ce que statistiquement que ceux de la communauté protestante, d’autre part la diversité des origines nationales-culturelles de l’islam continue à être présente et enfin, les cadres ayant des titres et une expérience universitaire ne sont probablement pas encore en nombre suffisant. Et peut être, plus fondamentalement, le terreau intellectuel n’est pas encore entièrement consolidé. Sans compter, enfin, la question du mode de financement structurel de cette faculté.

La création de cette faculté ne pourra avoir lieu que par une réponse à quelques questions. Imaginer de la décider d’un coup de baguette magique ou d’une décision d’autorité serait illusoire. Qui sera à l’origine de cette faculté, et surtout sur quelles ressources humaines intellectuelles pourra-t-elle se fonder ? Quel sera son statut institutionnel ? Par quel processus cette faculté pourra être mise en œuvre compte tenu des multiples instances, acteurs qui s’activent autour de cette question tant en Belgique que dans les pays musulmans ? Quels contenus d’enseignement ? Il y a bien une structure classique de l’enseignement supérieur musulman, mais comment l’adapter en Europe ? Comment tenir compte des multiples origines des musulmans et de leurs diverses traditions juridiques ?

Il n’y a pas de réponses toutes faites à ces questions. Il n’y a pas des modèles en Europe, même si toute expérience doit être connue et peut être utile. On ne peut pas penser faire chose utile en important tel quel un modèle turc, marocain ou autre encore. Ils ne sont pas adaptés. Et ce serait en plus consacrer des divisions nationales au sein de la communauté musulmane qui sont déjà très difficiles à surmonter.

Une initiative intermédiaire de suppléance

Une voie transitoire pourrait consister à procéder pragmatiquement, pas à pas, par des petites expériences de formation, qui visent une collaboration entre instances musulmanes et entre celle-ci et le monde universitaire. Qui visent des résultats pratiques de formation mais aussi à la préparation progressive d’un terrain favorable à une issue plus éloignée. Penser de parvenir à résoudre dans l’immédiat toutes les questions est courir derrière un fantasme. C’est la démarche progressive, hors de toute médiatisation, hors d’effets d’annonce, hors de polémiques ou des rivalités explicites ou implicites qui pourra peut être aboutir à créer progressivement les conditions d’un résultat à venir. En somme, il y a l’urgence de commencer afin d’avoir des résultats dans quelques années.

C’est dans ce contexte qu’a été préparé à l’UCL, en collaboration avec les Facultés Universitaires Saint-Louis et la Haute Ecole Galilée, un projet pilote qui entend proposer une formation universitaire de base en sciences islamiques. Ces instances assurent elles seules la responsabilité du projet. Cette formation se réalise en collaboration étroite avec l’Institut Universitaire de Formation Continue de l’UCL.

Ce projet se situe dans le cadre de l’arrêté de la Communauté française de juillet 2006 relatif à la formation continue, qui prévoit la formation à « l’interculturalité, la diversité culturelle et à un des cultes reconnus ou à la laïcité ». Le cadre est donc relativement limité et modeste. Il s’agit d’un projet de 13 crédits ECTS qui permettra de

délivrer un « certificat d'université ». Cette formation, grâce au système des crédits, pourra être valorisée. Compte tenu du caractère novateur, le projet est présenté comme projet pilote. Les cours, dont le projet a été approuvé pour une première année en juillet 2006, devraient commencer en février 2007.

Ce projet modeste de formation n'est pas à confondre avec les aspects de reconnaissance institutionnelle de l'islam en Belgique, l'attribution des titulaires de postes divers, ce qui relève des autorités compétentes.

Les principes qui guident ce projet de formation sont les suivants :

- Cette formation est respectueuse de la foi, dans la perspective d'intégrer des contenus des formations des institutions universitaires musulmanes en dialogue avec une vision humaniste plus large du religieux et avec une attention aux questions qui se posent à l'islam européen.
- Cette formation ne prétend pas être un modèle exclusif mais une contribution parmi d'autres.
- Ce projet et le processus pratique qui l'accompagne pourrait être exemplaire pour la mise en place d'autres dynamiques de formation.
- Ce projet est réalisé à partir de l'UCL et les autres universités et Hautes écoles mais entend se réaliser en lien avec les acteurs musulmans de diverses sensibilités concernés par la formation ou réalisant la formation, intéressés et souhaitant s'impliquer.

Public visé

Cette formation s'adresse à toute personne intéressée à approfondir la connaissance de la religion issue de la foi islamique, et plus spécifiquement :

- Aux cadres formellement engagés dans les structures reconnues du culte (enseignants, imams, aumôniers...)
- Aux acteurs musulmans engagés dans des structures religieuses associatives
- A toute personne, musulmane ou non musulmane qui par intérêt personnel ou par intérêt professionnel, souhaite approfondir sa connaissance de l'islam tel que des enseignants ayant des élèves musulmans, des travailleurs sociaux et des professions de la santé, agents de l'Etat, etc.

Cette formation s'adresse aux porteurs d'un titre universitaire ou de l'enseignement supérieur non universitaire. Des cas spécifiques pourront être acceptés au cas par cas sur base d'un dossier (³).

³ Des indications plus précises seront disponibles sur le site du CISMOC à partir de décembre 2006.